

L'Humanité

Cuisine

«L'austérité: double peine pour les victimes de la crise»

Entretien réalisé par Clotilde Mathieu

624 mots

20 mai 2010

L'Humanité

HUMAN

3

Français

Copyright 2010 L'Humanité All Rights Reserved

Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision à l'OFCE, parle de choix qui vont étouffer les perspectives de croissance.

Si la France détruit toujours des emplois, le rythme des destructions se ralentit et l'intérim est très dynamique. Signes d'une future reprise économique?

Xavier Timbeau. Nous vivons une crise avec deux moments. Il y a eu un moment critique avec le paroxysme de la crise financière, les faillites en série, une immense incertitude sur ce qui allait arriver, le blocage du crédit de la part des banques qui a provoqué un effondrement sans précédent de l'emploi et de l'intérim. Ensuite, l'économie a refonctionné partiellement. Par exemple, l'intérim, qui s'était totalement effondré, remonte aujourd'hui tout en étant très en deçà de son niveau du début 2008. Globalement, le marché du travail est très dégradé, le chômage de longue durée augmente, l'investissement et la consommation sont aujourd'hui en berne: tous les clignotants d'une récession sont allumés. Nous sommes passés à une crise plus ordinaire mais longue.

Depuis quelques semaines, nous assistons, dans l'ensemble des pays européens, à un tour de vis budgétaire, afin de réduire les déficits publics. Est-ce la priorité?

Xavier Timbeau. Nous nous enfonçons dans une récession qui oblige plutôt à avoir des politiques budgétaires expansives pour la freiner. Parler de plan de rigueur n'est donc pas prématuré, c'est à contre-courant. Avec la crise financière, les plans de sauvetage des banques ont fortement dégradé la situation budgétaire des États. Cette situation fait peur. Elle conduit à la panique, à la décision au jour le jour, plutôt qu'à la réflexion.

Cette austérité ne marque-t-elle pas une capitulation face à la pression des marchés?

Xavier Timbeau. D'un côté, les marchés financent les États, d'une certaine façon les États ont besoin des marchés. Mais les gouvernements oublient en contrepartie que les marchés financiers ont besoin de leurs dettes publiques, puisque les obligations d'État sont les seuls produits financiers sécurisés. Les clients des établissements financiers sont pour beaucoup d'entre eux des épargnants, comme ceux détenant une épargne retraite qui veulent de la sécurité absolument. Par conséquent, quoique pensent les financiers de la dette publique, ils n'ont pas d'autres choix que d'en détenir. Céder à la pression des marchés, c'est totalement sous-estimer l'importance de la dette publique dans la stabilisation des marchés financiers.

Quelles vont être les conséquences de cette politique d'austérité sur la croissance?

Xavier Timbeau. Le réajustement des dépenses publiques va accentuer la récession. De plus, la crise a jusqu'à maintenant fait beaucoup de victimes. Au fur et à mesure qu'elle va se prolonger, la situation va empirer pour beaucoup de personnes. Les jeunes vont se trouver durablement marqués par une mauvaise entrée sur le marché du travail. Les seniors qui ont perdu leur emploi ne vont pas le retrouver, ce qui entraînera une décote de leur retraite... Avec les choix qui se profilent, une partie de l'ajustement passera par des réductions de dépenses. Or, les dépenses publiques, c'est ce que possèdent ceux qui n'ont rien. Les réductions de dépenses vont être une double peine imposée aux victimes de la crise.

Ne serait-il pas possible d'ajuster les finances publiques par les recettes?

Xavier Timbeau. L'alternative est de jouer sur l'impôt mais bien au-delà du bouclier fiscal. L'avantage est de prélever les richesses à ceux qui en ont, ceux dont la situation n'a pas été dégradée par la crise. Afin d'épargner ceux dont la situation est très dégradée.

Document HUMAN00020100519e65k00012

